



Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research  
Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale

Vol. 5, No. 1  
Spring / Printemps 2014  
pp. 79 – 81

## Compte-rendu de livre

par **Nathalie McSween**

**La transition écologique de l'économie : La contribution des coopératives et de l'économie solidaire. Par Louis Favreau et Mario Hébert. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec, 2012. 160 pp. ISBN 9782760535459.**

À moins d'avoir la tête profondément enfoncée dans le sable, nous savons tous aujourd'hui que l'urgence écologique est à nos portes. Entre la multiplication de phénomènes écologiques extrêmes annoncés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les conséquences prévues des changements climatiques sur la capacité de la planète à nourrir ses habitants dans le moyen et le long terme (GIEC, 2014), affirmer que l'économie doit urgemment prendre un virage écologique relève aujourd'hui du registre de l'évidence. La question qui se pose aujourd'hui est plutôt « comment? » Comment changer de modèle? Quelles sont les alternatives au modèle dominant qui permettraient de répondre à la crise écologique?

Louis Favreau et Mario Hébert ne sont pas les premiers chercheurs qui se sont proposés de réfléchir sur le nécessaire virage écologique de nos économies et sur les moyens d'y parvenir (voir par exemple : Abraham *et al.*, 2011 et Lipietz, 2012). La réflexion qu'ils nous proposent dans cet ouvrage se démarque cependant du lot et ce, parce que les auteurs abordent la question des alternatives à ce modèle sous un angle inusité : celui de la contribution – réelle et potentielle – de l'économie sociale et solidaire à la transition écologique de nos économies. La thèse centrale soutenue par les auteurs dans cet ouvrage est que le secteur de l'économie sociale et solidaire constitue une force concrète et une force de proposition qui est – et doit être – partie prenante de toute stratégie visant à dépasser le modèle actuel.

Le modèle économique actuellement dominant est en crise (cf. les deux premiers chapitres de l'ouvrage). Des alternatives concrètes à ce modèle existent déjà : les entreprises d'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations) sont au premier rang des initiatives concrètes cherchant à concilier le développement économique, l'équité sociale et la protection des écosystèmes. Marginale, l'économie sociale? S'appuyant sur les estimations (généralement fort crédibles) de l'Organisation internationale du travail, les auteurs avancent que le secteur « pèse pour près de 10% du PIB, 10% des emplois et 10% de la finance à l'échelle mondiale » (p.44). Par-delà leur poids dans l'économie, les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont aussi des actrices d'un autre modèle de développement : un modèle non capitaliste, démocratique et ancré dans des territoires (chapitre 3). Face à la crise (économique et écologique), disent les auteurs, le modèle de développement porté par l'économie sociale constitue une alternative au modèle dominant. Les chapitres 4 et 5 s'attardent ainsi à faire la démonstration de la capacité du

secteur de l'économie sociale à penser – et à mettre en place – des alternatives au modèle dominant dans les domaines de l'énergie et de la forêt.

Ici il ne s'agit pas de proposer que l'économie sociale constitue une Alternative avec un grand A au capitalisme, mais d'affirmer que l'économie sociale est un modèle économique alternatif qui non seulement *est déjà là*, mais qui constitue « une force de transition de l'économie » (chapitre 3) avec laquelle il faut compter pour repenser le système économique.

La force de cet ouvrage réside surtout dans sa capacité à rendre visible la dimension politique et réflexive du secteur de l'économie sociale. Ce que laisse entrevoir cet ouvrage est en effet un secteur économique qui se sent interpellé par la crise écologique qui s'annonce et par la crise économique qui est déjà là – un secteur économique qui, de surcroît, cherche depuis une dizaine d'année à devenir plus qu'un acteur socioéconomique ancré dans des territoires pour devenir aussi une force de proposition sociopolitique et ce, non seulement à l'échelle du Québec, mais à l'échelle internationale (chapitre 6). Ce que mettent par ailleurs en relief les auteurs est que le secteur de l'économie sociale a de plus en plus la capacité d'interpeller les pouvoirs publics. Le secteur coopératif en particulier dispose de structures associatives solides qui s'étendent de l'échelle locale à l'échelle internationale. L'effort réflexif des acteurs coopératifs et de l'économie sociale est donc appuyé par une capacité structurelle d'interpeller les pouvoirs publics à diverses échelles, y compris à l'échelle internationale (chapitre 7). La démonstration faite par les auteurs s'appuie sur leur participation personnelle à un processus de réflexion collective entamé depuis une décennie par un réseau de dirigeants de l'économie sociale et solidaire réunissant des acteurs de tous les continents, les Rencontres du Mont Blanc (RMB).<sup>2</sup> L'ouvrage recensé ici est issu des réflexions entourant la cinquième édition des RMB en 2011, une édition qui se tenait en amont du Sommet de la Terre (Rio+20) de 2012. En préparation de ce Sommet, les participants au RMB avaient choisi de réfléchir collectivement à la contribution de l'économie sociale au renouvellement du modèle de développement et, par là, à la contribution du secteur à la transition écologique de l'économie. Reste à voir si, comme semblent le souhaiter les auteurs, les acteurs de l'économie sociale parviendront effectivement à « faire mouvement » et, de là, à influencer substantiellement les pouvoirs publics.

À l'échelle internationale, le premier grand test sera celui du processus de l'« après 2015 ». Les RMB et le RIPESS (un autre réseau international d'acteurs de l'économie sociale)<sup>3</sup> ont tous deux été invités à participer aux consultations en vue de l'élaboration des Objectifs de développement durable (ODD) qui doivent remplacer les Objectifs de développement du millénaire (OMD) qui, nous le savons, ne seront que très partiellement atteints en 2015. Les réseaux de l'économie sociale parviendront-ils à modifier les termes du débat dans ces arènes internationales afin que les objectifs et les actions qui s'ensuivront participent à un « autre » développement, solidaire, écologique et ancré dans des territoires? Une histoire à suivre. Entretemps, l'ouvrage de Favreau et Hébert constitue un ouvrage à lire pour alimenter la réflexion de tous ceux qui sont à la recherche de modèles alternatifs à même de contribuer à une transition écologique de l'économie qui remette aussi l'humain et les collectivités humaines au centre de la réflexion.

## NOTES

1. <https://www.rencontres-montblanc.coop/>
2. <http://www.ripess.org/>

## REFERENCES

Abraham, Y.-M., Marion, L., et Philippe, H. (2011). *Décroissance versus développement durable. Débats pour la suite du monde*, Montréal : Éditions Écosociété.

GIEC. (2014). Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability. *Cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Disponible (en anglais seulement). URL : <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/> [February, 2014].

Lipietz, Alain. (2012). *Green deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris : La Découverte.

## L'AUTEUR / ABOUT THE AUTHOR

Nathalie McSween est Doctorante en sciences sociales appliquées, Université du Québec en Outaouais. Courriel : [nathalie.mcsween@uqo.ca](mailto:nathalie.mcsween@uqo.ca) .